

Cap sur la Grève pour l'Avenir

Lundi, 21. décembre 2020

De: Steven Tamburini, militant de la Grève du Climat et syndiqué au SSP et Léa Ziegler, secrétaire syndicale SSP - projet jeunes



photo Eric Roset

Les crises actuelles dévoilent la faillite du néolibéralisme. Mais seul un mouvement de masse pourra imposer une alternative sociale et démocratique. Premier acte le 21 mai 2021.

Pandémie, inégalités croissantes, catastrophes écologiques ou récession économique... Nous nous trouvons dans une situation sans précédent. Face à des crises interdépendantes et se renforçant mutuellement, seule une réponse collective nous permettra d'échapper au pire. En plus, ces différentes crises partagent des causes communes: la nécessité d'expansion toujours plus profonde, d'exploitation toujours plus intensive des êtres humains et de la nature ainsi que d'une domination toujours plus violente des régions et personnes les plus vulnérables. Cela pour répondre aux impératifs d'une croissance matérielle éternelle et illusoire, incompatible avec une relation harmonieuse entre les êtres humains et la nature.

Un mouvement de masse

Si l'urgence est chronique, l'incapacité de nos institutions économiques et politiques à répondre à cette crise systémique est désormais actée. Pourtant, ces dernières nous font croire qu'elles contrôlent la situation, en proposant des mesures dérisoires pour traiter les symptômes de cette catastrophe globale. Allons-nous espérer encore longtemps une réponse politique d'ampleur qui prendrait à la racine les enjeux les plus urgents? Peut-on croire à une sortie de crise démocratique, écologique, féministe et solidaire sans la construction d'un mouvement de base et de masse, qui prendrait acte de l'échec de nos sociétés capitalistes, impérialistes, patriarcales et racistes ?

Une alliance inédite

C'est dans cette situation extraordinaire qu'une convergence inédite, initiée par les grévistes du climat sous le nom de *Grève pour l'Avenir*, réunissant mouvements sociaux (Grève du Climat, Grève féministe ou Extinction Rebellion), syndicats (Unia, SSP et tant d'autres), associations citoyennes et écologiques (Alliance Climatique, Grands-parents pour le climat, collectif

Agriculture du Futur, etc.), des ONGs ou des collectifs autonomes locaux (l'assemblée populaire de Romainmôtier ou les Architectes pour l'Avenir) est en train de s'opérer, en s'organisant nationalement et régionalement.

Du local au national

Pour jeter les bases d'un changement de système, l'établissement d'une démocratie directe en marge de la politique institutionnelle est une condition *sine qua non* au développement d'un mouvement combatif, décentralisé, inclusif et diversifié, capable de faire front commun en masse, dans la rue et partout ailleurs. Pour cela, toutes les personnes participant à la Grève pour l'Avenir constitueront des groupes locaux sur leurs lieux d'habitation, de formation, de travail ou au sein d'organisations préexistantes. Ces structures alternatives seront autonomes et interdépendantes. Elles se fédéreront ensuite dans des assemblées régionales, puis nationales –voire même internationales, espérons-le ! Toutes les organisations et groupes locaux participeront activement à la première grande journée d'actions de la Grève pour l'Avenir, le vendredi 21 mai 2021.

Services publics affaiblis

La pandémie prouve à quel point les services publics sont importants. Elle démontre surtout que l'austérité, les privatisations, la mise en concurrence des hôpitaux et les attaques répétées contre nos assurances sociales nuisent à la santé, à la sécurité et à l'intégrité de chacune et chacun. Affaiblis par la droite et les milieux économiques, nos services publics ne peuvent pas répondre aux besoins réels et immédiats. Pourtant, les travailleurs-euses de ces secteurs n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme en se dressant contre les déréglementations, les externalisations, le démantèlement des acquis sociaux, en se mobilisant pour davantage de moyens, pour des prestations accessibles et de qualité, pour l'augmentation des effectifs dans les secteurs essentiels et l'amélioration des conditions de travail. L'inconséquence des autorités face à l'engorgement des hôpitaux, à l'hécatombe dans les EMS, à l'épuisement des enseignant-e-s, aux signaux de détresse des travailleurs-euses sociaux-ales, à l'appauvrissement des précaires est insoutenable. Il est d'autant plus scandaleux de constater que les politiques antisociales se poursuivent et qu'aucune mesure cohérente ni stratégie à long terme pour juguler les crises ne sont adoptées.

Le SSP dans la lutte !

Des mobilisations à grande échelle sont nécessaires pour que l'urgence climatique et sociale soit déclarée et qu'un changement profond de notre société puisse s'opérer. Une transition socialement juste requiert des investissements majeurs. Nos services publics doivent être développés et notre filet social resserré. Cela passe par la création d'emplois socialement utiles et durables, par une meilleure répartition du travail, par une garantie de salaire dans le cadre de reconversions professionnelles et par la revalorisation des secteurs indispensables à nos vies tels que les soins, l'éducation, la formation et le social.

Dans cette optique, le SSP et les autres syndicats ont tout intérêt à s'inscrire dans le mouvement de la Grève pour l'Avenir, comme l'a décidé le Congrès du SSP en 2019. Nous avons l'opportunité de nous renforcer, d'être solidaires et de faire converger nos luttes, qui sont

intimement liées.

Les Prochaines échéances

La prochaine mobilisation nationale se déroulera le dimanche 17 janvier. L'objectif sera de créer, partout où c'est possible et dans le respect des mesures sanitaires, des groupes locaux ou des assemblées populaires.

À la rentrée 2021, le syndicat des services publics organisera la première réunion romande de son groupe « Jeunes » sur le thème de la justice sociale et climatique. Cette rencontre se tiendra en ligne le mardi 12 janvier à 20 h. Nous serions très heureux-ses de vous compter parmi nous ! Merci de vous adresser à l'adresse suivante: lea.ziegler@ssp-vpod.ch

En parallèle, un élargissement des groupes régionaux de la Grève pour l'Avenir s'opérera en y intégrant toutes les organisations citoyennes et politiques, les groupes locaux et les individus encore isolés. Ces prochains mois seront également l'occasion de réactualiser le manifeste de la Grève pour l'Avenir et définir des revendications nationales unitaires au travers d'un processus participatif. Ce dernier s'échelonnera sur plusieurs mois pour permettre au mouvement d'être inclusif et démocratique.

La première grande réunion nationale pour discuter et finaliser le manifeste national se déroulera le 6 février.

Enfin, la prochaine réunion de la coordination nationale (ouvert à toutes et tous) aura lieu par vidéo-conférence le samedi 16 janvier de 14 h à 17 h. Pour des informations complémentaires, merci de consulter le site web (<https://grevepourlavenir.ch/>) ou d'écrire à l'adresse suivante: contact@strikeforfuture.c